

## Inclusion scolaire.

# Une centaine de personnes mobilisées contre « la souffrance »

Une centaine de personnes a manifesté devant la préfecture pour alerter sur la prise en charge des enfants en situation de handicap dans le système scolaire.

Elles sont venues de toute l'Eure, et même des départements voisins du Calvados et de l'Orne. Mercredi 14 mai, plus de cent personnes ont répondu à l'appel de la Fédération nationale de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle de l'Eure Force ouvrière (FNEC FP FO 27) et se sont rassemblées devant la préfecture. Tous les personnels de l'Éducation nationale sont représentés : professeurs du premier et du second degré, assistant d'élèves en situation de handicap (AESH), infirmières scolaires... Des parents d'élèves ont aussi fait le déplacement. « **Et on ne s'arrêtera pas là** », prévient Laurent Baussier, secrétaire départemental du Syndicat national Force ouvrière lycées, collèges de l'Eure (SNFOLC27).

### « On ne peut pas rester indifférent à la souffrance »

La mobilisation conséquente l'illustre bien : le sujet de l'inclusion scolaire des élèves en situation de handicap est primordial. « **Cette inclusion représente une chance pour ces élèves et pour leurs parents à condition qu'elle prenne en compte la réalité et la spécificité du handicap de l'élève et qu'elle offre des conditions d'accueil adaptées** », rappelle le syndicat. Mission qui semble loin d'être accomplie. Ce sont, ainsi, plus de 400 élèves qui sont en attente d'une place en établissement spécialisé, ce qui représente plus de deux ans d'attente.

Le sujet inquiète particulièrement Francine Maragliano, qui est venue manifester en tant que représentante des usagers de l'ARS (Agence régionale de santé). « **On ne peut pas rester indifférent à la souffrance de ces enfants** », lance-t-elle à la foule, s'appuyant sur sa longue expérience dans le domaine du handicap.

### Plus d'AESH

La FNEC FP FO 27 demande un plan d'urgence pour « **garantir le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux** ». D'où une mobilisation devant la préfecture et une demande de rencontre avec le préfet, en personne, pour alerter les services de l'État sur un sujet qui dépasse l'Éducation nationale. « **Malgré nos nombreux échanges, le préfet de nous ne reçoit pas** », regrette Laurent Baussier. Une déclaration suivie des huées des manifestants. « **C'est un refus incompréhensible**, poursuit le syndicaliste. **C'est un camouflet pour les personnels et les parents d'élèves en situation de handicap.** »

Les autres revendications du syndicat concernent, entre autres, « **le maintien et le renforcement de l'enseignement spécialisé et adapté** », « **le recrutement d'AESH** » avec « **statut de fonctionnaire, un vrai salaire, un temps plein à 24 h et une vraie formation** » et « **la création et le recrutement des postes d'infirmières, d'assistantes sociales, de psy et de médecins scolaires en proportion des besoins** ».

Cyrill Roy



Une centaine de personnes a manifesté devant la préfecture pour alerter sur la prise en charge des enfants en situation de handicap dans le système scolaire. C. R





Francine Maragliano était présente pour représenter les usagers des l'ARS. C. R